

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

....*..*..*



Allocution de Son Excellence **Charles Armel DOUBANE**,
Ambassadeur, Représentant Permanent de la République Centrafricaine auprès
des Nations Unies devant le Conseil de Sécurité, lors de la Présentation du
Rapport du Secrétaire Général sur la situation en République Centrafricaine et
sur les activités du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la
Paix dans ce pays.

New York, le 14 Août 2013

A vérifier au prononcé

Permanent Mission of the Central African Republic to the United Nations

866 United Nations Plaza Suite 444 New York, NY 10017
Telephone: (646) 415-9122, (646) 415-9281 Fax: (646) 415-9149

Madame la Présidente du Conseil de Sécurité,

Mesdames et Messieurs les Membres dudit Conseil,

Visiteur assidu de votre auguste Conseil au cours des deux dernières années, et au moment où prend fin ma mission en tant qu'Ambassadeur, Représentant Permanent de la République Centrafricaine auprès des Nations Unies, je voudrais vous dire à chacune et à chacun de vous merci pour l'appui constant, la sympathie, la compréhension dont vous avez fait montre vis-à-vis de ma modeste personne, des collaborateurs qui m'ont accompagné et par-delà mon pays, meurtri, qui a du mal à panser à ce jour ses plaies, et reprendre sa place dans le concert des Nations.

Madame la Présidente,

Je saisis cette opportunité pour vous féliciter pour l'accession pour ce mois d'Août, de votre pays à la Présidence du Conseil de Sécurité, soyez assurée du total soutien de ma délégation au cours de votre leadership. Que les Etats-Unis à travers son nouvel Ambassadeur, Représentant Permanent Son Excellence Madame **Samantha Power** que nous saluons et à qui nous souhaitons une bonne et fructueuse mission et bénéficiant de notre soutien reçoivent nos hommages pour leur Présidence au mois de Juillet, les remerciant par la même occasion pour la nomination de leur Conseiller Spécial pour la RCA auprès des Nations Unies, Monsieur **David Brown**.

Nous associons à cette gratitude le Secrétaire Général **Ban Ki-Moon** pour son dévouement à la cause Centrafricaine.

Quant au Général **Babacar Gaye**, Représentant Spécial du Secrétaire Général en République Centrafricaine, ses collaborateurs et l'ensemble des Agences du système des Nations Unies intervenant sur le terrain aux côtés des populations, en leur nom, Mon Général, je vous dis merci en ajoutant, continuez en dépit de nombreuses barrières dressées sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement de la République Centrafricaine

Enfin que Madame **Margareth VOGT**, qui au cours de son mandat, en dépit des incompréhensions diverses n'a épargné aucun effort pour accomplir du mieux qu'elle pouvait sa mission, qu'elle reçoive ici toute la Reconnaissance de la République Centrafricaine.

Madame la Présidente du Conseil de Sécurité,

Mesdames et Messieurs les Membres dudit Conseil,

Je voudrais pour commencer remercier le Secrétaire General pour l'exposé qu'il vient de nous faire sur la situation en République Centrafricaine, un exposé qui contribue à nous édifier sur le drame que vit le peuple centrafricain.

Je m'exprime aujourd'hui ici au nom de ce peuple meurtri, qui est l'objet quotidiennement d'assassinats, d'agressions sexuelles, de traitements inhumains et dégradants en tout genre.

Madame la Présidente,

Hier, 13 août 2013, la République Centrafricaine a commémoré les cinquante-trois ans de son accession à la souveraineté internationale, 53 ans marqués par la disparition progressive de l'Etat.

Le 24 mars 2013 a donné le coup de grâce à ce qui restait d'un d'Etat fragile. Tous les oripeaux du pouvoir ont disparu. Aujourd'hui la RCA n'a plus d'armée nationale, plus de tribunaux en dehors de Bangui la capitale, plus d'archives nationales, plus d'Etat civil. Le gouvernement n'est plus capable d'assurer tout seul le paiement des salaires des fonctionnaires. Il ne peut non plus fournir des médicaments aux hôpitaux. Le pays est livré comme butin de guerre aux à ceux qui se sont érigés comme administrateurs, percepteurs d'impôts, ou commandants de zone. La situation est dramatique à l'intérieur du pays où vit les 4/5 de la population. Les centrafricains, pourtant coutumiers des alternances par des voies non démocratiques, et malgré la destruction des symboles d'un Etat moderne, continuent cependant avec dignité et courage de reprendre leurs activités productives dans la brousse pour survivre et pourvoir aux besoins de leurs familles. La situation centrafricaine présente de nombreuses similitudes avec celle de ce pays frère dont la crise est en train d'être résolue, en ce sens que le peuple est pris en otage et que sa cohésion sociale est en train d'être déchirée par l'imposition de coutumes venues d'ailleurs.

Aussi, l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) reste un fléau à éradiquer. Nous nous réjouissons de l'intention de tous les acteurs impliqués dans cette traque – que nous remercions – de poursuivre la lutte afin de mettre définitivement un terme à cette cruelle rébellion.

Ne baissons pas la garde tant que cette situation chaotique ne soit résolue et que justice soit rendue à toutes ses victimes.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs du Conseil,

Aujourd'hui, si elle salue à leurs justes valeurs les différents sommets et assises (Libreville, N'Djamena I et II, Brazzaville et Addis-Abeba) sur le sort du pays

La population centrafricaine, toujours en détresse, a les yeux tournés vers vous. Elle attend de vous la paix et la sécurité, pour retourner chez elle en Centrafrique, pour sortir de la brousse et rentrer au village, pour envoyer ses enfants à l'école. Elle ne veut plus avoir peur pour ses fils et filles.

Aujourd'hui, la population centrafricaine veut la justice; justice pour les crimes commis ; justice pour ces femmes et filles victimes d'agressions sexuelles, pour ces maisons brûlées, pour ces biens pillés.

La population centrafricaine attend de vous de l'aide pour se relever, reconstruire son pays.

Le peuple centrafricain veut définitivement tourner la page des coups d'Etat et rebellions. Il veut pouvoir librement élire ses dirigeants, bâtir des institutions politiques et économiques inclusives.

Le peuple centrafricain veut reprendre le contrôle de son destin et vivre dans un Etat stable de paix, en bonne intelligence avec ses voisins.

Madame la Présidente,

Comme le souligne le Rapport du Secrétaire General, l'Etat centrafricain s'est totalement effondré. La communauté internationale doit en tirer les conséquences et prendre ses responsabilités.

Je voudrais ici saluer l'action de tous les pays et institutions amis, réunis au sein du groupe de contact, la CEEAC, la MICOPAX, de l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies, l'Organisation Internationale de la Francophonie, qui a permis d'apporter un peu de réconfort à la population de Bangui et depuis quelques jours de celle de l'intérieur du pays.

Je salue également le travail des Organisations Non Gouvernementales qui, malgré l'insécurité, portent assistance aux populations en détresse.

La gravité de la situation en Centrafrique exige une plus grande mobilisation et l'implication de la communauté internationale.

Plus précisément, le peuple centrafricain attend de la communauté internationale qu'elle facilite le déploiement rapide des troupes de la MISCA, une force dotée d'un mandat clair du Conseil de Sécurité, des moyens conséquents pour pacifier tout le territoire. Il demande par ailleurs, que le mandat de cette force soit élargi à la reconstruction de nouvelles forces de défense et de sécurité réellement républicaines à même d'assurer la relève.

Le peuple centrafricain attend du Conseil de Sécurité qu'il prenne des sanctions à l'encontre des auteurs de graves violations des droits de l'homme énoncées et dénoncées dans le Rapport du Secrétaire General.

Permanent Mission of the Central African Republic to the United Nations

*866 United Nations Plaza Suite 444 New York, NY 10017
Telephone: (646) 415-9122, (646) 415-9281 Fax: (646) 415-9149*

Le peuple centrafricain demande aux Nations Unies de piloter de concert avec les autres partenaires tant bilatéraux et multilatéraux, l'impérieuse reconstruction économique et sociale du pays. Pour ce faire, le Bureau des Nations Unies pour la Centrafrique (BINUCA) devrait avoir un mandat renforcé avec des moyens humains et financiers adéquats. Les Agences du Système des Nations Unies devraient également avoir des moyens humains et financiers renforcés

Il souhaite enfin que le Conseil de Sécurité désigne, ou tout au moins suscite en son sein, un pays parrain porteur du cas Centrafricain.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil,

Redonnez aujourd'hui, ici et maintenant l'espoir au peuple centrafricain. Je vous le demande au nom de :

Cette jeune fille sans défense sauvagement violée à Ouandago.

Cette parturiente qui a donné vie à un enfant dans des conditions inhumaines à l'hôpital de Kanga-Bandoro délesté de ses lits et de ses médicaments.

Cette veuve dont le mari a été froidement assassiné à Galafondo parce qu'il s'opposait au pillage de ses maigres biens.

Cette famille de Batangafo ou de Bangui expulsée de sa maison désormais occupée par un seigneur de guerre,

Ce jeune étudiant, extrait d'une salle de classe et assassiné gratuitement à Bangui.

Ces jeunes voyageurs, parce que dans leurs bagages ont été découverts des T-shirts aux slogans politiques qui ont été arrêtés, ligotés, torturés, assassinés, et les corps jetés au fleuve

Ce paysan sans défense de Markounda ou Kabo à qui on a arraché ses bœufs destinés à sa plantation finalement détruite par des éleveurs venus d'ailleurs et protégés par des hommes en armes.

Ce garçon qui fréquentait une école de Ndélé depuis lors fermée et devenu enfant-soldat contre son gré.

Au regard du déficit de leadership à même de porter aujourd'hui les aspirations de ce peuple déboussolé et désemparé :

Aidez à faire renaître une République Centrafricaine nouvelle.

Aidez à la construction à nouveau, au cœur de l'Afrique, d'un Etat moderne, de paix, de sécurité, de stabilité, où il fait bon vivre.

Je vous remercie.